

La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 274

du 22.10.11 au 28.10.11
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

Sans réévaluation de nos salaires, pas de solution à la crise

Au cœur de la mobilisation du 11 octobre, la question des salaires a été la principale préoccupation exprimée, avec l'emploi et le devenir industriel du pays. Ce triptyque est incontournable et les tenants du système qui veulent nous faire payer leur crise ne peuvent plus tout à fait en éluder la véracité.

Une priorité : réévaluer les salaires en payant la qualification

Les dernières enquêtes d'opinion montrent que la première préoccupation est devenue le salaire. On ne s'en étonne pas quand l'INSEE rappelle qu'après déduction des cotisations à la charge des salariés, le salaire net moyen n'a augmenté que de 0,5% en rythme annuel entre 1990 et 2008. Mais en réalité, ce faible accroissement est à moduler car il est tiré essentiellement par les réévaluations du SMIC. Plus précisément, les salaires qui ont le plus progressé sont ceux des 30% de sala-

riés les moins payés... et ceux des 2% les plus payés. La grande majorité des ingénieurs et techniciens se retrouve à l'évidence parmi les salariés les moins bien lotis. La masse salariale a reculé de 1,3% en 2009, du jamais vu depuis l'après-guerre.

Quant à la prime de partage des dividendes qui devait calmer les mécontentements, elle ne concernera finalement que 2,3 millions de salariés avec des versements souvent dérisoires. Cette opération de communication vire au fiasco et met encore plus crument en exergue la vraie réponse : pratiquer un autre partage des richesses créées en augmentant les salaires.

Des exemples dramatiques à ne pas suivre

L'austérité drastique imposée en Grèce a entraîné une récession de 7,3%, les « remèdes » administrés n'ont fait que diminuer la consommation et les recettes, aggravant encore plus le déficit de l'Etat et enfonçant toujours plus ce pays dans un puits de déclin sans fond.

Partout en Europe, c'est la copie conforme de cet « anti modèle économique et social » que l'on veut nous imposer avec les mêmes conséquences : une récession durable et des pressions insupportables sur le pouvoir d'achat et le niveau de vie des populations, au nom soi-disant de la compétitivité, mais en réalité pour maintenir la capacité à poursuivre et amplifier la financiarisation de nos économies.

Aux Etats-Unis, pays de la crise des subprimes, la pression exercée sur les salaires a alimenté l'endettement des ménages et le système en crise fait place à un état de pauvreté désastreux : 46 millions d'habitants vivent aujourd'hui grâce à des bons alimentaires (Chiffres publiés par le ministère de l'Agriculture). Le



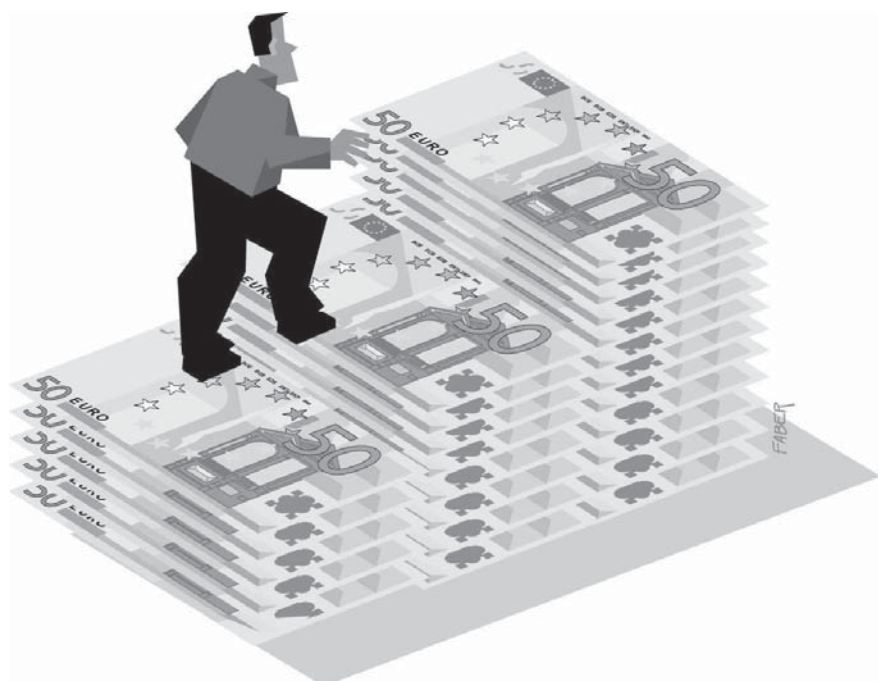
«New-York times» chiffre le taux de pauvreté à 15,1% en 2010 et selon le «Brookings institution», 10 millions d'habitants supplémentaires seront plongés dans la pauvreté d'ici 2015.

Selon l'OCDE, le plan d'austérité de septembre va amputer la croissance française de 1% en 2011 et 2012. La CGT des ingénieurs et techniciens appelle à une réévaluation sensible des salaires en 2012.

Deux exemples de situations comparatives, mis en exergue chez Dassault Argenteuil illustrent bien le niveau des enjeux :

- En 1986, un technicien V-1 (305) gagnait 2,28 fois le SMIC. En 2011, il ne gagne plus que 1,65 fois le SMIC.
- En 1986, un ingénieur III-A gagnait 3,25 fois le SMIC en travaillant 39 heures. En 2011, il n'est plus qu'à 2,85 fois le SMIC en étant passé au forfait-jours.

L'UFICT-CGT s'engage à organiser avant la fin de l'année une grande consultation de tous les ICT pour définir avec vous le niveau requis de vos revendications salariales pour l'année 2012.



D'autre part, en fin d'année, les négociations vont s'ouvrir avec l'UIMM pour la réactualisation annuelle des minima garantis ingénieurs et cadres. Profitons de cette grande consultation proposée par l'UFICT pour porter également nos exigences pour des minima IC sensiblement revus à la hausse.

Un autre partage de la valeur ajoutée doit être arraché aux actionnaires par la réévaluation de nos salaires et la reconnaissance de nos qualifications. Ouvrons ensemble le débat, élaborons ensemble nos revendications pour une politique salariale 2012 ambitieuse.

La crise s'est nourrie sur les bas salaires

Pour rappel, le salaire médian en France est de 1600€ et en 20 ans, la masse salariale globale n'a même pas été multipliée par deux quand les dividendes versés sur la même période étaient multipliés par treize.

Ce dernier chiffre entraîne une conséquence redoutable. Depuis 2004, les dividendes versés sont supé-

rieurs aux investissements directs dans les entreprises. Quant aux cadeaux fiscaux faits aux entreprises, on atteint des sommets avec 30 milliards d'exonérations de cotisations patronales et un paquet global d'aides publiques aux entreprises qui atteint 170 milliards en 2010.

Autant de disponibilités pour alimenter à nouveau la spéculation. Fin 2010, les montants de capitaux gérés par les fonds à risques « hedge funds » représentaient 1785 milliards d'euros, soit une hausse de 14% sur une seule année.

C'est donc là que se situe la problématique des déficits publics et de l'appauvrissement salarial, c'est bien là que s'exerce la pression sur la consommation, avec in fine, les portes grandes ouvertes vers la récession économique. Dès le second trimestre 2011 la croissance en France est nulle.

L'austérité salariale mène à la récession

Alors que les pouvoirs en place ont laissé filer la spéculation financière qui a provoqué la crise de 2009 avec un record absolu de profits et de versement de dividendes en 2008, les promesses de « moralisation » du capitalisme et de taxation des produits spéculatifs sont restées lettre morte.

Des milliards d'euros de soutien public ont été accordés sans contrôle ni contre partie. Les vannes des placements financiers se sont à nouveau ouvertes tous azimuts, sans effort d'investissement, sans création d'emplois et avec des politiques salariales minimalistes. Les résultats des groupes du CAC40 pour le premier semestre 2011 sont d'ailleurs en progression de 7% sur 2010 avec 47 milliards de bénéfice. A l'inverse, le déficit commercial français sera de l'ordre de 75 milliards, un record jamais atteint, révélateur de notre affaiblissement industriel, des délocalisations et du faible niveau d'investissement.

Dans ces conditions, la relance de 2010 n'a pas servi aux salaires (+0,3%) et a surtout fait grossir les profits (83 milliards pour le CAC40, soit près du double de l'année 2009). Cette relance au service de la finance et au détriment des salaires et de l'emploi ne pouvait qu'être de courte durée. Elle a été vite interrompue et les mesures d'austérité qui se succèdent depuis septembre ne feront qu'aggraver l'état de l'économie réelle avec une entrée en récession si ce processus est poursuivi.

La voie pour une réelle sortie de crise passe par la réévaluation des salaires des ingénieurs, cadres et techniciens et de tout le salariat.